

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 833 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*, openbare zitting van 15 oktober 2008.

Bespreking - Stemmingen.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4056

[2008/203946]

#### 25 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides (de subventions) aux agriculteurs pour la construction d'une unité de biométhanisation agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables notamment l'article 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2008, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement Territorial et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;
2. Ministre de l'Énergie : le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions;
3. administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
4. agriculteur : personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales, qui exerce une activité agricole à titre principal ou non principal dans une exploitation gérée de manière autonome, à son profit et pour son compte. Un agriculteur est identifié par son "numéro de producteur";
5. unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle et à l'usage exclusif de l'agriculteur, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage, les terres et les stocks d'aliments, qui sont nécessaires en vue de pratiquer une ou plusieurs spéculations agricoles;
6. effluent d'élevage ou effluents : fertilisants organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections d'animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections d'animaux et d'autres composants tels que des litières;
7. biométhanisation : dégradation de matière organique en absence d'oxygène (digestion anaérobie) et à l'abri de la lumière par l'action combinée de plusieurs communautés de micro-organismes avec production d'un mélange gazeux appelé biogaz pouvant être utilisé comme combustible et d'un digestat recyclé comme amendement agricole;
8. unité de biométhanisation agricole : installation de biométhanisation dont un agriculteur est propriétaire ou copropriétaire, et alimentée majoritairement en masse par des effluents d'élevage;
9. demandeur : agriculteur copropriétaire et gestionnaire d'une future unité de biométhanisation. Dans le cas où le demandeur est une personne morale, la majorité des membres qui constituent la personne morale doivent disposer d'un "numéro de producteur";
10. digesteur ou fermenteur : cuve fermée dans laquelle sont injectées les matières organiques destinées à la biométhanisation et au sein de laquelle se déroule leur transformation avec production de biogaz et de digestat;
11. digestat : matière qui résulte de la fermentation anaérobie;

12. S.A.U. : surface agricole utile : territoire consacré à la production agricole dans l'ensemble de ses composantes. Elle comprend par ordre décroissant les prairies permanentes, les cultures céréalières, les cultures fourragères et industrielles, les prairies temporaires ainsi que les jachères;

13. contrat d'approvisionnement du digesteur en effluents d'élevage : contrat passé entre l'agriculteur propriétaire ou copropriétaire d'une unité de biométhanisation agricole et des agriculteurs tiers précisant le nombre et la catégorie d'animaux alimentant en effluents d'élevage l'unité de biométhanisation agricole;

14. feuille de calcul du LS : document annuel envoyé aux agriculteurs et reprenant notamment la quantité d'azote organique produit sur une année par les animaux de l'exploitation pour les différentes catégories animales.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder une subvention d'installation pour toute nouvelle unité de biométhanisation agricole. Cette subvention est cumulable avec d'autres types d'aide ou de subventions.

La subvention est accordée au demandeur.

Dans le cas où des agriculteurs organisés en coopérative sont actionnaires d'une structure plus importante et participent à la cogestion de l'unité de biométhanisation agricole, l'aide est octroyée à la coopérative.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les éléments suivants sont pris en considération pour le calcul de la subvention d'installation :

a) la quantité d'azote organique d'origine animale de chaque unité de production alimentant l'unité de biométhanisation agricole; cette quantité sera déterminée à partir des données reprises sur la feuille de calcul du LS des unités de production de l'année de la demande de subvention;

b) le ratio attribué à chaque quantité d'azote organique produit par catégorie d'animal exprimant la valeur de l'effluent produit en rapport à la valeur méthanogène de l'effluent d'un bovin.

§ 2. Le montant de la subvention est calculé par la formule suivante :

$$\Sigma (K_i \times R_i) \text{ euros}$$

dans laquelle :

K	Quantité totale de kg d'azote reprise sur la feuille LS par catégorie animale de chaque unité de production alimentant l'unité de biométhanisation agricole
i	Catégorie d'animal
R	Ratio attribué aux quantités d'azote produit par chaque catégorie d'animal

§ 3. La subvention est plafonnée au montant de 150.000 € par unité de biométhanisation agricole.

**Art. 4.** Les unités de production prises en compte pour le calcul de la subvention à l'unité de biométhanisation agricole se situent dans un rayon de 15 km de cette unité et disposer d'un contrat d'approvisionnement liant les deux parties.

**Art. 5.** Le ratio attribué à chaque quantité d'azote organique produit par catégorie animal est le suivant :

Catégorie animale	Ratio pour chaque kilo d'azote produit par les unités de production et alimentant l'unité de biométhanisation agricole	
		unité de biométhanisation située sur le territoire d'une commune dont la SAU comprend au moins 90 % de prairies permanentes
Bovin	0,5218	1,0436
Porcin	0,5138	1,0276
Volaille	3,4013	6,8026

**Art. 6.** Pour pouvoir obtenir une subvention d'installation, le demandeur introduit à l'administration une demande de subvention reprise en annexe 1<sup>re</sup> et comprenant :

- les coordonnées du demandeur;
- s'il échet, une copie des contrats d'approvisionnement du digesteur en effluents d'élevage des agriculteurs tiers;
- une copie de la feuille de calcul de LS de toutes les unités de production alimentant l'unité de biométhanisation agricole;
- une copie de la demande de permis unique de l'unité de biométhanisation agricole.
- une déclaration des matières premières introduites dans le digesteur et les pièces justificatives y relatives.

**Art. 7.** Dans le mois qui suit la réception de la demande de subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur par lequel elle précise si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception de l'administration pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme de ce délai, le demandeur a fait parvenir à l'administration les renseignements demandés, il est procédé à l'envoi d'un second accusé de réception pour informer le demandeur du caractère complet de son dossier.

A défaut, la demande est réputée n'avoir jamais été introduite.

**Art. 8.** La décision de refus ou la promesse d'octroi de la subvention est notifiée par le Ministre dans les trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande. La promesse d'octroi de subvention précise le montant de la subvention d'installation et les formulaires de liquidation de la subvention.

**Art. 9.** La liquidation de la subvention se fait en trois stades :

- un premier acompte équivalent à 40 % du montant de la subvention sera liquidé sur présentation de la copie du permis unique délivré;
- un deuxième acompte équivalent à 40 % du montant de la subvention sera liquidé sur présentation du procès-verbal de réception des travaux et vérification de la matérialité de l'investissement par l'administration;
- le solde de la subvention équivalent à 20 % du montant sera liquidé sur présentation des formulaires de calcul de certificats verts octroyés par la CWAPE détaillant une année complète de production d'électricité verte et le dossier de demande d'enregistrement et de certificat d'utilisation introduit à l'Office wallon des déchets pour valorisation en agriculture du digestat conformément à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La première demande de liquidation de la subvention d'installation de l'unité de biométhanisation agricole est introduite en trois exemplaires à l'administration dans un délai maximum de trois ans qui suit la promesse d'octroi de la subvention par le Ministre.

§ 2. La deuxième et troisième demandes de liquidation sont introduites respectivement dans un délai maximum de deux ans et de quatre ans après la date d'introduction de la première demande de liquidation.

§ 3. A défaut d'avoir respecté ces délais, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception de demande de liquidation d'une partie de la subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur lequel précise si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir à l'administration les éléments manquants.

Si au terme de ce délai le demandeur a fait parvenir à l'Administration, les renseignements demandés, il est procédé à l'envoi d'un second accusé de réception pour informer le demandeur du caractère complet de son dossier.

Par contre, si au terme de ce délai, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est réputée n'avoir jamais été introduite.

§ 5. La liquidation intervient dans un délai de maximum douze mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Comité d'accompagnement chargé du suivi du présent arrêté. Il se réunit au moins une fois par an.

§ 2. Le Comité d'accompagnement est composé comme suit :

- un représentant du Ministre;
- un représentant du Ministre de l'Energie;
- deux représentants de l'administration dont un assure le secrétariat;
- deux représentants du secteur agricole;
- le facilitateur de la Région wallonne pour la biométhanisation;
- un représentant de la CWAPE.

§ 3. Le Comité d'accompagnement a pour rôle :

- le suivi des unités de biométhanisation agricole ayant obtenu une subvention d'installation et l'établissement d'un rapport annuel sur les unités de biométhanisation agricole;
- la formulation de toute proposition pouvant contribuer à l'amélioration de la filière de biométhanisation agricole.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4056

[2008/203946]

#### 25. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen (Zuschüssen) an die Landwirte für den Bau einer landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des am 23. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. September 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. August 2008 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;
2. Minister der Energie: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;
3. Verwaltung: die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
4. Landwirt: die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen, die bzw. der hauptberuflich oder nebenberuflich eine landwirtschaftliche Tätigkeit in einem Betrieb ausübt, den sie bzw. er autonom, zu ihren bzw. seinen Gunsten und für ihre bzw. seine Rechnung verwaltet; ein Landwirt wird durch seine "Erzeugernummer" identifiziert;
5. Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen und der Futtermittel, die der Erzeuger für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, um eine oder mehrere Spekulationen im Bereich der Landwirtschaft durchzuführen;

6. Tierzucht abwässer: organische Düngemittel aus der Landwirtschaft, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu;

7. Biogasgewinnung: Zersetzung von organischen Stoffen, bei der kein Sauerstoff (anaerobe Gärung) und kein Licht einwirken, dies durch die kombinierte Aktion von mehreren Gruppen von Mikroorganismen mit der Erzeugung einer Biogas genannten Gasmischung, die als Brennstoff verwendet werden kann, und eines als landwirtschaftliches Düngemittel recycelten Gärrestes;

8. landwirtschaftliche Biogasgewinnungsanlage: Biogasgewinnungsanlage, deren Eigentümer bzw. Miteigentümer ein Landwirt ist und die hauptsächlich mittels Tierzucht abwässer versorgt wird;

9. Antragsteller: Landwirt, der Eigentümer und Betreiber einer zukünftigen Biogasgewinnungsanlage ist. Falls der Antragsteller eine juristische Person ist, muss die Mehrheit der die juristische Person bildenden Mitglieder über eine "Erzeugernummer" verfügen;

10. Faulbehälter oder Fermenter: geschlossener Behälter, in den die zur Biogasgewinnung bestimmten organischen Stoffe geschüttet werden und in dem deren Umwandlung mit der Erzeugung von Biogas und Gärrest stattfindet;

11. Gärrest: Stoff, der nach der anaeroben Gärung übrig bleibt;

12. LNF: landwirtschaftliche Nutzfläche: zur landwirtschaftlichen Erzeugung in der Gesamtheit ihrer Komponenten bestimmtes Gebiet. Es enthält in absteigender Reihenfolge die Dauerwiesen, den Getreideanbau, die Futter- und Industriekulturen, die Wechselwiesen sowie das Brachland;

13. Vertrag zur Versorgung des Fermenters mit Tierzucht abwässern: Vertrag, der zwischen dem Landwirt, der Eigentümer oder Miteigentümer einer landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage ist, und anderen Landwirten abgeschlossen wird und in dem die Anzahl und die Kategorie der Tiere, mit deren Tierzucht abwässern die Biogasgewinnungsanlage versorgt wird, angegeben ist;

14. BG-Berechnungsblatt: jährliches Dokument, das den Landwirten zugeschickt wird und in dem u.a. die Menge des organischen Stickstoffs angegeben wird, der in einem Jahr durch die Tiere des Betriebs für jede Tierkategorie erzeugt wird.

**Art. 2 -** Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister einen Installationszuschuss für jede neue Biogasgewinnungsanlage gewähren. Dieser Zuschuss kann mit anderen Arten von Beihilfen oder Zuschüssen kumuliert werden.

Der Zuschuss wird dem Antragsteller gewährt.

Falls in einer Genossenschaft organisierte Landwirte Teilhaber einer größeren Struktur sind und an der Mitverwaltung der landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage beteiligt sind, wird die Beihilfe der Genossenschaft gewährt.

**Art. 3 - § 1.** Folgende Elemente werden bei der Berechnung des Installationszuschusses berücksichtigt:

a) die Menge von organischem Stickstoff tierischen Ursprungs einer jeden Erzeugungsanlage, durch die die Biogasgewinnungsanlage versorgt wird; diese Menge wird ab den Angaben bestimmt, die auf dem BG-Berechnungsblatt der Erzeugungsanlagen für das Jahr des Zuschussantrags auf stehen;

b) der Koeffizient, der für jede Menge von pro Tierkategorie erzeugtem organischem Stickstoff gewährt wird und der den Wert des erzeugten Tierzucht abwässers im Verhältnis zu dem Wert der Methanerzeugung des Tierzucht abwässers eines Rindes ausdrückt.

§ 2. Der Zuschussbetrag wird gemäß folgender Formel berechnet:

$$\Sigma (K_i \times R_i) \text{ Euro}$$

in der:

K	Gesamtmenge von Stickstoff (in kg), die auf dem BG-Berechnungsblatt pro Tierkategorie jeder Erzeugungseinheit, durch die die landwirtschaftliche Biogasgewinnungsanlage versorgt wird, steht
i	Tierkategorie
R	Koeffizient, der für die Mengen Stickstoff, der durch jede Tierkategorie erzeugt wird, gewährt wird

§ 3. Der Zuschuss ist auf 150.000 € pro landwirtschaftliche Biogasgewinnungsanlage begrenzt.

**Art. 4 -** Die für die Berechnung des Zuschusses zugunsten einer landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage berücksichtigten Erzeugungseinheiten müssen sich in einem Umkreis von 15 km von dieser Anlage befinden und über einen beide Parteien verbindenden Versorgungsvertrag verfügen.

**Art. 5 -** Der für jede Menge von organischem Stickstoff, der pro Tierkategorie erzeugt wird, gewährte Koeffizient ist der Folgende:

Tierkategorie	Koeffizient für jedes Kilo Stickstoff, der durch die Erzeugungsanlagen erzeugt wird und mit dem die landwirtschaftliche Biogasgewinnungsanlage versorgt wird	
		auf dem Gebiet einer Gemeinde, deren LNF mindestens 90% von Dauerwiesen enthält, befindliche Biogasgewinnungsanlage
Rinder	0,5218	1,0436
Schweine	0,5138	1,0276
Geflügel	3,4013	6,8026

**Art. 6 -** Um einen Installationszuschuss Installation erhalten zu können, reicht der Antragsteller bei der Verwaltung ein in der Anlage 1 erwähnten Antrag auf Zuschuss ein, in dem Folgendes angegeben wird:

- Name und Anschrift des Antragstellers;
- gegebenenfalls eine Kopie der Verträge bezüglich der Versorgung des Fermenters mit Tierzucht abwässern der anderen Landwirte;
- eine Kopie des BG-Berechnungsblattes aller Erzeugungseinheiten, durch die die landwirtschaftliche Biogasgewinnungsanlage versorgt wird;

- eine Kopie des Antrags auf Globalgenehmigung der landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage.
- eine Erklärung bezüglich der in den Fermenter eingeschütteten Rohstoffe und die damit verbundenen Belege.

**Art. 7** - Innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Zuschussantrags schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Akte des Antragstellers vollständig ist oder nicht.

Wird die Akte für unvollständig erklärt, so verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten, die am Tag des Eingangs der Empfangsbestätigung der Verwaltung anfängt, um die fehlenden Elemente zukommen zu lassen.

Hat der Antragsteller am Ende dieser Frist der Verwaltung die angeforderten Auskünfte zukommen lassen, so wird eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, um dem Antragsteller mitzuteilen, dass seine Akte vollständig ist.

In Ermangelung davon wird davon ausgegangen, dass der Antrag nie eingereicht worden ist.

**Art. 8** - Der Beschluss zur Verweigerung des Zuschusses oder das Versprechen, ihn zu gewähren, wird vom Minister innerhalb von drei Monaten ab der Einsendung der den vollständigen Charakter des Antrags bestätigenden Empfangsbestätigung zugestellt. Im Versprechen, den Zuschuss zu gewähren, werden der Betrag des Installationszuschusses und die Formulare für die Auszahlung des Zuschusses angeführt.

**Art. 9** - Die Auszahlung des Zuschusses geschieht in drei Phasen:

- eine erste, 40% des Zuschussbetrags entsprechende Anzahlung wird auf Vorlage der Kopie der ausgestellten Globalgenehmigung ausgezahlt;
- eine zweite, 40% des Zuschussbetrags entsprechende Anzahlung wird auf Vorlage der Kopie des Abnahmeprotokolls der Arbeiten und nach Überprüfung des tatsächlichen Vorhandenseins der Investition durch die Verwaltung ausgezahlt;
- der 20% des Betrags entsprechende Restbetrag des Zuschusses wird auf Vorlage der Formulare zur Berechnung der durch die CWAPE gewährten grünen Bescheinigungen ausgezahlt, in denen ein ganzes Jahr der Erzeugung von grünem Strom und die Akte bezüglich des Antrags auf Registrierung und Verwendungsbescheinigung im Einzelnen aufgeführt werden, die bei dem Wallonischen Amt für Abfälle für die Verwertung des Gärrests in der Landwirtschaft gemäß Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 eingereicht wird.

**Art. 10** - § 1. Der erste Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Installation der landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlage wird in drei Ausfertigungen bei der Verwaltung innerhalb einer Frist von höchstens drei Jahren nach dem Versprechen der Gewährung des Zuschusses durch den Minister eingereicht.

§ 2. Der zweite und der dritte Antrag auf Auszahlung werden innerhalb einer Frist von höchstens zwei bzw. vier Jahren nach dem Datum der Einreichung des ersten Antrags auf Auszahlung eingereicht.

§ 3. Falls diese Fristen nicht eingehalten worden sind, wird die Akte geschlossen und der Beschluss zur Gewährung hinfällig.

§ 4. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang des Antrags auf Auszahlung eines Teils des Zuschusses schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Akte des Antragstellers vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten, die am Tag des Eingangs der Empfangsbestätigung anfängt, um der Verwaltung die fehlenden Elemente zukommen zu lassen.

Hat der Antragsteller am Ende dieser Frist der Verwaltung die angeforderten Auskünfte zukommen lassen, so wird eine zweite Empfangsbestätigung zugeschickt, um dem Antragsteller mitzuteilen, dass seine Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller aber am Ende dieser Frist die angeforderten Auskünfte nicht gegeben hat, wird davon ausgegangen, dass der Antrag auf Auszahlung nie eingereicht worden ist.

§ 5. Die Auszahlung erfolgt innerhalb einer Frist von höchstens 12 Monaten ab der Einsendung der den vollständigen Charakter des Antrags bestätigenden Empfangsbestätigung.

**Art. 11** - § 1. Ein Begleitausschuss, der mit der mit der Beaufsichtigung des vorliegenden Erlasses beauftragt wird, wird eingerichtet. Er versammelt sich mindestens einmal im Jahr.

§ 2. Der Begleitausschuss besteht aus:

- einem Vertreter des Minister-Präsidenten;
- einem Vertreter des Ministers der Energie;
- zwei Vertretern der Verwaltung, von denen einer das Sekretariat übernimmt;
- zwei Vertretern des landwirtschaftlichen Sektors;
- der mit der Förderung der Biogasgewinnung in der Wallonischen Region beauftragten Person;
- einem Vertreter der CWAPE.

§ 3. Die Rolle des Begleitausschusses besteht in

- der Begleitung der landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlagen, die einen Installationszuschuss erhalten haben und dem Erstellen eines jährlichen Berichts über die landwirtschaftlichen Biogasgewinnungsanlagen;
- der Verfassung von Vorschlägen, die zur Verbesserung der Sparte der landwirtschaftlichen Biogasgewinnung beitragen können.

**Art. 12** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4056

[2008/203946]

**25 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot steunverlening (subsidië) aan de landbouwers voor de bouw van een landbouwkundige biomethaanvormingseenheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 september 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Minister : de Minister van Landbouw;
2. Minister van Energie : de Minister bevoegd voor het Energiebeleid;
3. administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
4. landbouwer : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of van rechtspersonen die een landbouwactiviteit al dan niet als hoofdberoep uitoefent in een bedrijf dat zelfstandig, voor eigen baat en voor eigen rekening beheerd wordt. Een landbouwer wordt aan de hand van zijn "producentnummer" geïdentificeerd;
5. productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen die uitsluitend door de landbouwer zelf worden gebruikt, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfrastructuren, de gekweekte dieren, de gronden en de voedervoorraden die nodig zijn om één of meerdere landbouwspeculaties uit te voeren;
6. dierlijke mest of mest : organische meststof uit de landbouw, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere samenstellende delen zoals stalstro;
7. biomethanisatie : afbraak van organische stoffen bij gebrek aan zuurstof (anaërobe vertering) en beschutting tegen het licht door de gecombineerde actie van verschillende groepen micro-organismen met productie van een gasmengsel, biogas genoemd, dat als brandstof kan dienen en van een digestat die als meststof wordt gerecycleerd;
8. landbouwkundige biomethaanvormingseenheid : biomethanisatie-installatie waarvan een landbouwer eigenaar of mede-eigenaar is en die hoofdzakelijk door dierlijke mest bevoorraad wordt;
9. aanvrager : landbouwer die mede-eigenaar en beheerder is van een toekomstige biomethaanvormingseenheid. Indien de aanvrager een rechtspersoon is, moet de meerderheid van de leden die de rechtspersoon vormen over een "producentnummer" beschikken;
10. gistingstank of fermentatievat : gesloten kuip waarin de organische stoffen voor de biomethanisatie worden geïnjecteerd en waarin hun verwerking met productie van biogas en digestat plaatsvindt;
11. digestat : stof die voortvloeit uit de anaërobe fermentatie;
12. B.L.O. : bruikbare landbouwoppervlakte : grondgebied dat, wat het geheel van zijn bestanddelen betreft, voor landbouwproductie bestemd is. Het omvat in dalende volgorde de vaste weiden, de graanteelt, de voedergewassen en nijverheidsgewassen, de tijdelijke weiden en het braakland;
13. contract tot bevoorrading van de gistingstank met dierlijke mest : contract gesloten tussen een landbouwer eigenaar of mede-eigenaar van een biomethaanvormingseenheid en derde landbouwers. Dat contract bepaalt het aantal en de groep dieren die de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid met dierlijke mest bevoorraden;
14. berekeningsblad van de LS (grondgebondenheidscijfers) : jaarlijks document gestuurd naar de landbouwers waarop o.a. de organische stikstof vermeld staat die tijdens één jaar door de verschillende categorieën dieren van het landbouwbedrijf voortgebracht wordt.

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister een installatiesubsidie toekennen voor elke landbouwkundige biomethaanvormingseenheid. Deze subsidie is niet cumuleerbaar met andere soorten steun of subsidië.

De subsidie wordt aan de aanvrager toegekend.

Indien landbouwers in een coöperatieve vereniging aandeelhouder zijn van een grotere structuur en deelnemen aan het medebeheer van de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid, wordt de steun aan de coöperatieve vereniging toegekend.

**Art. 3. § 1.** De volgende gegevens worden in aanmerking genomen voor de berekening van de installatiesubsidie :

a) de hoeveelheid dierlijke organische stikstof van elke productie-eenheid waarmee de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid wordt bevoorraad; deze hoeveelheid wordt bepaald op basis van de gegevens vermeld op het berekeningsblad LS van de productie-eenheden van het jaar van de subsidieaanvraag;

b) de ratio toegekend aan elke hoeveelheid organische stikstof die per diercategorie wordt voortgebracht en waarbij de waarde van de geproduceerde mest wordt uitgedrukt in verhouding tot de methanogene waarde van de mest van één rund.

§ 2. Het subsidiebedrag wordt berekend aan de hand van onderstaande formule :

$$\Sigma (K_i \times R_i) \text{ euro}$$

waarbij :

K	Totale hoeveelheid van kg stikstof op het LS blad per diercategorie van elke productie-eenheid waarmee de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid wordt bevoorrad
i	Diercategorie
R	Ratio toegekend aan de hoeveelheden stikstof die door elke diercategorie wordt voortgebracht

§ 3. De subsidie wordt beperkt tot 150.000 € per landbouwkundige biomethaanvormingseenheid.

**Art. 4.** De productie-eenheden die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de subsidie aan de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid bevinden zich binnen een straal van 15 km van deze eenheid en beschikken over een bevoorradingscontract dat beide partijen met elkaar verbindt.

**Art. 5.** De ratio toegekend aan elke hoeveelheid organische stikstof die per diercategorie wordt voortgebracht is de volgende :

Diercategorie	Ratio voor elke kilo stikstof voortgebracht door de productie-eenheden en waarmee de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid wordt bevoorrad	biomethaanvormingseenheid op het grondgebied van een gemeente waarvan de BLO uit minstens 90 % vaste weiden bestaat
Runderen	0,5218	1,0436
Varkensachtigen	0,5138	1,0276
Pluimvee	3,4013	6,8026

**Art. 6.** Om een installatiesubsidie te kunnen genieten dient de aanvrager bij de administratie een in bijlage 1 opgenomen subsidieaanvraag in met de volgende gegevens :

- de personalia van de aanvrager;
- in voorkomend geval, een afschrift van de bevoorradingscontracten van de gistingstank met dierlijke mest van de andere landbouwers;
- een afschrift van het berekeningsblad LS van elke productie-eenheid waarmee de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid wordt bevoorrad;
- een afschrift van de aanvraag tot globale vergunning voor de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid.
- een verklaring betreffende de grondstoffen die in de gistingstank worden gestopt en de bijhorende bewijsstukken.

**Art. 7.** Binnen de maand na ontvangst van de subsidieaanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarbij ze aangeeft of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het door de administratie overgemaakte bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager na verloop van deze termijn de gevraagde gegevens aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst gestuurd om de aanvrager kennis te geven van het feit dat het dossier volledig is.

Zo niet wordt de aanvraag geacht nooit ingediend te zijn.

**Art. 8.** De beslissing tot weigering of de belofte tot toekenning van de subsidie wordt door de Minister meegeedeeld binnen drie maanden na het versturen van het bewijs van ontvangst dat het dossier volledig is. De belofte tot toekenning van de subsidie bepaalt het bedrag van de installatiesubsidie en de formulieren voor de betaling van de subsidie.

**Art. 9.** De subsidie wordt betaald in drie fasen :

- een eerste voorschot gelijk aan 40 % van het subsidiebedrag na overlegging van het afschrift van de afgegeven eenmalige vergunning;
- een tweede voorschot gelijk aan 40 % van het subsidiebedrag na overlegging van het proces-verbaal van oplevering van de werken en na verificatie door de administratie van de werkelijkheid van de investering;
- het saldo van de subsidie, namelijk 20 % van het bedrag, na overlegging van de formulieren voor de berekening van door de "CWAPE" toegekende groene certificaten met een uitvoerig overzicht van de groene elektriciteitsproductie over een heel jaar en het dossier inzake registratieaanvraag en gebruikscertificaat ingediend door de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) met het oog op de valorisatie in de landbouw van de digestat overeenkomstig artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001.

**Art. 10. § 1.** De eerste aanvraag tot uitbetaling van de installatiesubsidie voor de landbouwkundige biomethaanvormingseenheid wordt in drievoud bij de administratie ingediend binnen een termijn van maximum drie jaar na de belofte van toekenning van de subsidie door de Minister.

§ 2. De tweede en de derde aanvraag tot uitbetaling worden binnen een maximumtermijn van respectievelijk twee jaar en vier jaar ingediend na de datum van indiening van de eerste aanvraag tot uitbetaling.

§ 3. Bij niet naleving van deze termijnen wordt het dossier afgesloten en vervalt de beslissing tot toekenning.

§ 4. Binnen de maand na ontvangst van de aanvraag tot uitbetaling van een deel van de subsidie stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager waarbij ze aangeeft of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst om de administratie de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager na verloop van die termijn de gevraagde gegevens aan de administratie heeft overgemaakt, wordt een tweede bericht van ontvangst gestuurd om de aanvrager kennis te geven van het feit dat het dossier volledig is.

Als de aanvrager na verloop van die termijn de gevraagde gegevens niet heeft overgemaakt, wordt de aanvraag tot uitbetaling geacht nooit ingediend te zijn.

§ 5. De subsidie wordt binnen een maximumtermijn van 12 maanden uitbetaald na het versturen van het bericht van ontvangst dat het dossier volledig is.

**Art. 11.** § 1. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht dat met de opvolging van dit besluit belast wordt. Het vergadert minstens één keer per jaar.

§ 2. Het Begeleidingscomité is samengesteld uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Energie;
- twee vertegenwoordigers van de administratie, van wie één het secretariaat waarneemt;
- twee vertegenwoordigers van de landbouwsector;
- de facilitator van het Waalse Gewest voor de biomethanisatie;
- een vertegenwoordiger van de "CWAPE".

§ 3. Het Begeleidingscomité heeft als taak :

- de opvolging van de landbouwkundige biomethaanvormingseenheden die een installatiesubsidie gekregen hebben en het opstellen van een jaarverslag over de landbouwkundige biomethaanvormingseenheden;
- het formuleren van elk voorstel dat kan bijdragen tot de verbetering van de landbouwkundige biomethanisatieketen.

**Art. 12.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4057

[2008/203950]

**23 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 5, 6, § 1<sup>er</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, 8, 9, 12, § 1<sup>er</sup>, 13, 14, 15, 16 et 17;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon, notamment l'article 2, § 2, alinéa 2, et § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2001 d'exécution du décret relatif aux bourses de préactivité;

Vu l'avis 45152/2 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 avril 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 avril 2008;

Considérant l'avis A.926 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 5 mai 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

#### Chapitre I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Economie;

3<sup>o</sup> la bourse de préactivité : la subvention visée à l'article 1<sup>er</sup> du décret;

4<sup>o</sup> le promoteur : la personne physique visée à l'article 1<sup>er</sup> du décret;

5<sup>o</sup> l'Agence : la société anonyme de droit public dénommée Agence de Stimulation économique, telle que visée par le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon;

6<sup>o</sup> l'entreprise : la très petite entreprise, la petite entreprise et la moyenne entreprise, qu'elle soit personne physique ou personne morale, visée à l'article 9 du décret;

7<sup>o</sup> la bourse innovation : la subvention visée à l'article 9 du décret;

8<sup>o</sup> le Comité : le Comité de sélection visé à l'article 14 du décret.